

La situation économique

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Je vais accorder la parole au député de Capilano (M. Huntington).

Des voix: Oh, oh!

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. Les députés le comprendront, je viens tout juste d'assumer la présidence. Je ne vois pas pourquoi je n'aurais pas pris la décision pertinente. Si le député de Broadview-Greenwood (M. Rae) a une objection à formuler, je vais l'écouter pour voir pourquoi il estime que la présidence devrait modifier l'ordre dans lequel elle accordera la parole aux députés.

M. Rae: L'Orateur peut accorder la parole à qui il veut, je le reconnais. Je ferai simplement remarquer que je cherchais à prendre la parole parce qu'il était généralement entendu que j'allais intervenir à ce moment-ci. Il y a eu trois interventions de suite chez les conservateurs, et je ne trouve pas déraisonnable de compter obtenir la parole à ce moment-ci.

M. Flis: Monsieur l'Orateur, j'invoque le Règlement au sujet des remarques qu'a faites le député d'Annapolis Valley-Hants (M. Nowlan), s'il est assis à sa place. Le député a utilisé l'expression «sauccisson polonais». Comme je suis d'origine polonaise, je lui demanderais de retirer ses paroles ou de sortir de la Chambre. C'est antiréglementaire. Il fait preuve de discrimination à mon endroit, en tant que député à la Chambre, et à l'endroit des sept millions de Canadiens d'ascendance italienne, polonaise ou ukrainienne.

Des voix: C'est honteux!

M. Flis: Il n'est pas digne de siéger à la Chambre. Je voudrais que monsieur l'Orateur l'invite à se rétracter ou à quitter la Chambre.

M. Nowlan: Monsieur l'Orateur, après avoir écouté les propos du député, je m'en voudrais de critiquer le saucisson polonais.

M. Clark: Bien dit!

M. McGrath: Qu'est-ce qui ne va pas dans le saucisson polonais?

Une voix: Qui a parlé de saucisson polonais?

L'Orateur suppléant (M. Blaker): A l'ordre. J'ai besoin d'un instant pour donner une explication. D'après ce que je crois comprendre, c'est le député d'Oshawa (M. Broadbent) qui a lancé le débat. Je vais procéder aux calculs mathématiques précis qui s'imposent concernant la répartition du temps de parole à la Chambre mais je pense ne pas commettre d'erreur en donnant la parole au député de Capilano.

M. Waddell: C'est injuste.

L'hon. Ron Huntington (Capilano): Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Mon parti poursuit le débat tandis que les députés de l'autre parti restent assis. Je suis prêt à prendre la parole après le vice-premier ministre et ministre des Finances (M. MacEachen).

J'ai été très impressionné par une entrevue de M. Jack Webster à Vancouver avec Ilya Geral, le journaliste expulsé d'Union soviétique il y a 18 mois. Il a fait du Canada son pays d'adoption depuis une dizaine de mois et s'y plaît beaucoup. Ce qui ne l'a pas empêché de dire au sujet de la politique canadienne qu'elle se classait bien derrière celle du Pakistan. Après avoir écouté l'intervention du ministre des Finances ce soir, je pense que ce que ce nouveau Canadien est déjà parvenu

à saisir de la façon dont fonctionne notre système politique a été amplement confirmé par les faits. Le gouvernement actuel gouverne en recherchant la confrontation et non pas le dialogue. Il gouverne selon les dictats de sa passion et non pas de sa raison. Je suis complètement sidéré de le voir faire appel à la raison des gens de ce côté-ci de la Chambre et que le premier ministre (M. Trudeau) se soit rendu à Regina pour dire aux gens de l'Ouest de parler le langage de la raison et de faire taire leurs émotions, alors que c'est l'émotivité du gouvernement et ses déclarations enflammées qui ont mis le pays dans cet état.

Par ailleurs, le gouvernement gouverne dans le désordre et non pas dans la continuité, et c'est d'un changement subit qu'il est question ce soir. Albert Schweitzer a dit ceci: «La vérité n'a pas d'heure, elle est de tous les temps.» Si ces propos semblent exacts, je voudrais rappeler aux députés ministériels que nous sommes arrivés à un stade de l'histoire où il est temps de se préoccuper de nouveau de la vérité et d'aborder avec réalisme les problèmes que nous débattons. Il est inutile d'essayer de se justifier, comme vient de le faire le ministre des Finances, en disant que l'inflation est un phénomène mondial. Il a dit qu'elle était due à la pénurie de pétrole de 1978; pourtant, des pays comme le Japon et l'Allemagne, qui possèdent une certaine éthique du travail, sont parvenus à s'adapter et à fabriquer des marchandises pour compenser leurs dépenses supplémentaires. Cette pénurie leur a coûté bien plus cher qu'à nous puisqu'ils n'ont pas autant de ressources énergétiques que nous.

Je rappelle, par ailleurs, au ministre des Finances que d'après les prévisions américaines, le taux d'inflation sera tombé à 4 ou 5 p. 100 d'ici à 1984-1985 aux États-Unis. Les États-Unis ont déjà adapté leur économie au cours mondial du pétrole. Voilà les faits que nous ne voulons pas admettre. Voilà les vérités que le gouvernement refuse d'admettre, et c'est pour cela que la santé économique du pays se détériore.

J'ai imploré à plusieurs reprises les libéraux de rendre au secteur privé une base de prise de décisions qui permettrait aux administrateurs des entreprises canadiennes de prendre les décisions qui s'imposent pour ramener la prospérité au Canada. Ce sont les hommes d'affaires qui ont fait la richesse de notre pays. Cette richesse, le gouvernement l'a remise maintenant entre les mains des experts-comptables et des avocats qui tentent de s'y retrouver dans le fouillis de règlements qui a presque détruit le secteur privé. Monsieur l'Orateur, il y a un certain temps, on a invité le gouvernement à sortir des chambres à coucher du pays. Ce soir, j'invite le gouvernement à sortir des conseils d'administration du pays et à laisser les hommes d'affaires canadiens gérer notre richesse, la faire fructifier et trouver une solution à nos problèmes.

● (2200)

Des voix: Bravo!

M. Huntington: Ce que nous voulons, c'est que le gouvernement ne réglemente pas l'activité du milieu des affaires. Nous voulons par contre qu'il établisse les objectifs qu'il convient d'atteindre pour que non seulement les Canadiens, mais nos voisins, tous nos voisins de la planète Terre jouissent d'un niveau de vie comparable.